

# L'ENSEIGNEMENT DE L'ÉCONOMIE EN FRANCE

DENIS CLERC\*

Fondation Gabriel Péri, « Nouvelles FondationS » n°2, 2006/2

1 L'enseignement de l'économie en France a été très tardif. Si la première chaire d'enseignement de l'économie politique, confiée à Jean-Baptiste Say, fut créée en 1820 au Conservatoire des arts et métiers, l'Université ne s'ouvrit très timidement (à la faculté de droit de Paris) à cette nouvelle discipline qu'en 1864. Toutefois, l'économie était alors, pour reprendre l'expression de Pascal Le Merrer<sup>1</sup>, « cantonnée au rang de discipline auxiliaire du droit » et il fallut attendre 1957 pour que les facultés de droit deviennent « de droit et de sciences économiques ». La licence de sciences économiques fut créée en 1959, et ce n'est qu'en 1968, dans la foulée de la loi d'autonomie des Universités, qu'apparurent des unités d'enseignement et de recherche (UER) de sciences économiques<sup>2</sup> distinctes des UER de droit. Il a donc fallu un siècle pour que cette discipline acquière un stade adulte et décide de s'émanciper de la famille juridique qui, longtemps, l'avait abritée<sup>3</sup>. C'est peut-être cette émancipation tardive qui explique l'orientation que l'enseignement supérieur de sciences économiques a prise : comme souvent, les divorces laissent des traces profondes, même lorsqu'ils sont prononcés à l'amiable. On aurait pu imaginer, en effet, que, comme le souhaitait une partie des économistes d'alors, ces UER profitent de leur indépendance reconnue pour s'inscrire dans une problématique plus large, celle des sciences sociales. Ce fut d'ailleurs le cas de quelques-unes d'entre elles, à Grenoble notamment. Bien des forces poussaient dans cette voie, notamment le dynamisme des historiens de l'école des Annales, qui donnaient une place éminente

à l'économie dans leurs recherches sur les sociétés du passé<sup>4</sup>, l'émergence d'une recherche démographique de notoriété internationale, la tradition des grands économistes universitaires français, depuis Charles Gide jusqu'à Jean Marchal, André Piettre ou Henri Bartoli, moralistes autant qu'analystes. Mais, justement, il s'agissait de rompre avec le passé, d'affirmer l'autonomie d'une science économique qui était trop longtemps restée sous le boisseau d'autres disciplines, mais aussi de ne pas prendre de retard dans la voie de la formalisation mathématique déjà bien avancée outre-Atlantique, avec Samuelson, Arrow, Debreu ou Nash. Les économistes universitaires voyaient bien qu'ils étaient en train de se faire doubler par les « ingénieurs économistes », tels Maurice Allais ou Marcel Boiteux, justifiant le jugement sans appel de François Perroux : « La recherche scientifique en matière économique est terriblement en retard en France<sup>5</sup>. »

Près de quarante ans après cette émancipation, le bilan d'ensemble n'est pas brillant, c'est le moins qu'on puisse dire. Alors que, dans les autres sciences sociales, prévaut plutôt une approche critique centrée sur l'observation du fonctionnement (et des dysfonctionnements) du système social, l'enseignement de l'économie se réduit trop souvent à une orthodoxie présentant une double caractéristique : d'une part, la plupart – pour ne pas dire la totalité – des phénomènes sociaux sont explicables par le comportement rationnel d'êtres cherchant à maximiser leurs avantages matériels ; d'autre part, le marché permet d'assurer une coordination optimale (ou, au moins, satisfaisante) de ces efforts individuels et aboutit donc à une société efficace où chacun perçoit la contrepartie légitime de ce qu'il apporte. De telles conclusions ne résultent pas de l'observation des faits, mais d'une construction intellectuelle abstraite, dont l'origine se trouve chez Walras et Jevons, et qui est souvent qualifiée de « néo-classique ». Puisque la démarche de chacun est rationnelle, et qu'il s'agit de maximiser un résultat visé –

\* Conseiller de la rédaction d'*Alternatives économiques*. Derniers ouvrages parus : *Déchiffrer l'économie*, Paris, La Découverte, 2004 ; *Les Inégalités en question*, Paris, La Découverte, 2002 ; *Condamnés au chômage*, Paris, La Découverte, 1999 ; *Déchiffrer les grands auteurs de l'économie et de la sociologie*, 2 tomes, Paris, La Découverte, 1997-1998.

profit ou utilité –, il est possible d'utiliser la formalisation mathématique pour représenter cette démarche. Donc d'aboutir à des raisonnements « rigoureux », évacuant la subjectivité de l'observateur et fondant des conclusions « scientifiques<sup>6</sup> ». L'observation des faits sociaux est ainsi seconde, et il s'agit seulement d'y puiser de quoi justifier les hypothèses retenues dans les raisonnements.

C'est ainsi que – première caractéristique – l'enseignement de l'économie à l'Université (et plus encore dans les écoles d'ingénieurs) est devenu pour une part une branche particulière des mathématiques. John Stuart Mill, dans son *Autobiographie*<sup>7</sup>, écrivait que « dans le processus mathématique, aucune des vraies difficultés du raisonnement correct n'intervient », pour souligner que la cohérence interne du raisonnement l'emporte sur le réalisme des hypothèses, et que l'abstraction ne suffit pas à établir un critère de scientificité. Dans la même lignée, Ronald Coase, plus récemment, expliquait que « dans [sa] jeunesse, on avait l'habitude de dire que ce qui était trop stupide pour être dit pouvait toujours être chanté. Dans l'économie moderne, on l'exprime par des mathématiques<sup>8</sup> ».

**IL NE S'AGIT PAS, CE DISANT, D'ACCUSER L'OUTIL MATHÉMATIQUE** lui-même, ce qui serait se fourvoyer ou se tromper de débat, comme l'écrivait fort bien Gilles-Gaston Granger il y a déjà longtemps : « Qu'il prenne fantaisie [à la pensée économique] de recourir au langage mathématique et de formaliser ses constructions dans la langue du calcul, et le scandale éclate. L'abstraction parfois effrontée que masquait le vêtement verbal devient gênante et se dénonce alors intolérablement. Mais le même argument que l'on oppose aux systèmes abstraits d'un Pareto, n'est-il pas également valable contre l'exposé non mathématique d'un Ricardo, par exemple, ou parfois d'un Marx ? Le problème de l'abstraction et du formalisme, s'il existe bien effectivement pour une science économique, ne saurait donc être confondu, comme on a tendance à le faire, avec celui de l'emploi des mathématiques<sup>9</sup>. » Il suffit de relire quelques économistes « littéraires » du XIX<sup>e</sup> siècle qui, en leur temps, tenaient le haut du pavé intellectuel – comme Paul Leroy-Beaulieu, par exemple –, pour comprendre que, trop souvent alors, la réflexion économique s'apparentait au « café du commerce » et que l'introduction d'un minimum de rigueur dans le raisonnement ne peut être mauvaise. Même si le raisonnement est parfois aride à l'excès, ce n'est pas lui qui est en cause, mais les hypothèses sous-jacentes qui appauvrissent la réalité, la travestissent, transforment une thèse en certitude, une problématique en conclusion scientifique. Walras lui-même n'était pas tombé dans ce piège : son ouvrage fondateur – *Éléments d'éco-*

*nomie pure*, 1874 – ne prétendait pas décrire le monde réel, tâche qu'il réservait à un livre à venir, sur « l'économie sociale », et dont il n'écrivit que des bouts épars (réunis dans ses *Cours d'économie sociale et d'économie politique appliquée*). D'ailleurs, il se disait socialiste, était favorable à la nationalisation de la terre et à la forme coopérative pour les entreprises et le commerce. Beaucoup d'économistes enseignants oublient cette prudence élémentaire et, au lieu de se demander si les hypothèses dont ils se servent sont réalistes, privilégient la cohérence dans le raisonnement. La forme se substitue alors au fond et, comme l'exprime très bien John K. Galbraith (qui vient de mourir) à propos des néoclassiques contemporains, « alors que, dans le monde réel, la concurrence parfaite menait une existence de plus en plus ésotérique (quand elle n'avait pas totalement disparu), elle réussissait à survivre pour une grande part grâce à la théorie mathématique qui lui procurait une couverture hautement sophistiquée<sup>10</sup> ». Olivier Favereau souligne<sup>11</sup> qu'il existe désormais un accord quasi unanime, dans l'ensemble des courants de l'analyse économique – orthodoxes aussi bien qu'hétérodoxes –, pour prendre en compte le rôle des institutions et des organisations pour comprendre les différences de trajectoires économiques (entre pays, régions, entreprises, etc.). Or, la plupart des manuels de Deug font l'impasse sur cette réalité : dans le meilleur des cas, on a droit à une partie descriptive, jamais à une analyse des raisons vraisemblables pour lesquelles tel pays, telle région, telle entreprise a mieux su relever le défi de la croissance, de l'innovation ou de la cohésion sociale. Cela permettrait, pourtant, d'ancrer dans la réalité les outils conceptuels mobilisés, d'en montrer les limites et d'en souligner les apports. C'est Kenneth Arrow – l'un de ceux qui ont le plus contribué à la construction de l'actuel modèle néoclassique dominant – qui écrit que « dans un monde assez complexe, il doit nécessairement y avoir des éléments d'antagonisme et de coopération. Le monde modèle du laisser-faire, de l'intérêt individuel, ne survivrait pas dix minutes ; le fonctionnement actuel du monde dépend d'un réseau serré d'obligations réciproques, même entre firmes et individus en concurrence<sup>12</sup> ».

Le malheur est que, même s'il était vrai que le monde ne pourrait pas survivre dix minutes en cas de pilotage par le laisser-faire et l'intérêt individuel seulement, les cours des enseignants qui oublient cette réalité, eux, survivent nettement plus de dix minutes. Et qu'ils s'appuient, pour survivre, sur des règles – l'autorité de celui qui sait, la sanction de la notation... –, alors même que le rôle des règles est occulté dans le contenu du cours. C'est ainsi que des milliers d'étudiants se convainquent que le Smic est facteur de chô-



mage, que le mécanisme des prix est un bon autorégulateur, que le modèle de concurrence pure et parfaite est une bonne approximation de la réalité, que les marchés sont efficaces, que les anticipations de chacun sont rationnelles, que le chômage de masse est, pour l'essentiel, volontaire (« une sévère attaque de paresse contagieuse », plaisantait Franco Modigliani, keynésien à tendance libérale), que la politique économique est devenue inefficace en économie ouverte, que la fiscalité tue l'initiative, que les inégalités sont génératrices de croissance, que la croissance est l'alpha et l'oméga de l'activité humaine. Sur chacun de ces points, la connaissance n'est pas à ce point assurée : il y a au moins débat. Mais la formalisation permet de présenter comme analyse scientifique ce qui n'est que conjecture, l'abstraction permet d'éviter d'avoir à assumer des choix en les justifiant.

**EN RESTER LÀ, TOUTEFOIS, NE SUFFIT PAS.** Car la vraie question n'est pas de savoir pourquoi il y a eu mathématisation de l'enseignement économique, mais pourquoi nombre d'enseignants – sans doute la majorité – ont adopté l'approche néoclassique<sup>13</sup>, aujourd'hui très largement dominante et ses deux hypothèses de base : le comportement rationnel et maximisateur des agents, la coordination optimale par le marché. Et – autre face de la même médaille – pourquoi les autres approches, qu'elles soient marxiste, régulationniste, conventionaliste ou institutionnaliste, sont cantonnées dans des « parts de marché » de plus en plus réduites dans le monde enseignant. Écartons d'emblée la théorie du complot et ses innombrables variations, comme, par exemple, le fait que les jurys d'agrégation, qui sont chargés de recruter les professeurs des Universités, ou les membres des commissions chargés de choisir les maîtres de conférences privilégieraient des critères idéologiques et recruteraient des candidats aux approches similaires à celles de la majorité des jurys ou commissions. Ce n'est sans doute pas faux<sup>14</sup>, mais le poids de l'orthodoxie néoclassique s'est partout accru dans le monde universitaire, et pas seulement en France, depuis une vingtaine d'années, et on ne peut donc l'imputer à ce seul autorecrutement.

Pour une part, cela provient de ce que l'approche orthodoxe s'est – enfin – souciée du monde réel. La concurrence imparfaite, les asymétries d'information, les externalités et même le rôle des institutions sont désormais au cœur de l'analyse dominante. Ainsi, en ce qui concerne l'entreprise, celle-ci n'est plus autant une boîte noire, et les chercheurs prennent désormais en compte les coûts de transaction, de coordination et l'opportunisme des agents pour expliquer l'existence de l'entreprise, sa taille optimale, la stratégie d'investissement, le choix entre faire et faire faire, le type de

contrats qu'elle est amenée à passer, etc. Dans le domaine de la localisation des activités, les effets d'agglomération, de coopération et de mise en réseau sont désormais au cœur de l'analyse, alors que, précédemment, seuls les prix (donc les salaires) étaient estimés explicatifs. Il est d'ailleurs frappant de constater que, sur ces deux thèmes (et sur quelques autres), une convergence – ou au moins un rapprochement – s'opère entre une partie des keynésiens (les « néokeynésiens »), qui ont entrepris de donner des fondements microéconomiques plus approfondis à la réflexion d'orientation keynésienne (Stiglitz, Akerlof, Krugman, Daniel Cohen, Olivier Blanchard) et une partie des néoclassiques. Cela ne va pas sans rappeler une autre convergence, de type macroéconomique, qui s'était opérée sous l'égide de John Hicks et Roy Harrod, dans les années 40, entre l'approche néoclassique d'alors et l'approche keynésienne, et qui avait donné naissance à ce que l'on a appelé la « synthèse ». Or c'est cette synthèse (et notamment le fameux modèle IS/LM) qui a été à la base d'une partie importante de l'enseignement économique durant trois décennies au moins, et que l'on retrouve encore aujourd'hui, par exemple dans le modèle Mundell-Fleming, sur la capacité d'une politique économique à être efficace dans une économie ouverte. Bien qu'une partie des keynésiens d'alors ait rejeté cette « synthèse », elle est devenue un élément essentiel de la vulgate enseignée aux apprentis économistes.

Il n'est ainsi pas exclu qu'il se produise quelque chose de similaire dans le domaine de la microéconomie à ce que la « synthèse » avait engendré dans le domaine de la macroéconomie et que soit en train de se constituer un corpus théorique qui sert d'ores et déjà de fondement à la plupart des manuels de 1<sup>er</sup> cycle parus depuis quelques années. En outre, par un classique effet de mimétisme, lorsqu'une certaine présentation de l'analyse économique tend à devenir dominante, elle devient une référence quasi universelle, tant les enseignants craignent d'être stigmatisés dans la communauté de leurs pairs. La crainte d'une stigmatisation, en effet, joue peu à l'égard des étudiants, considérés comme « malléables » ou trop peu expérimentés pour oser avoir un regard critique sur ce qui leur est enseigné. En revanche, les pairs jouent un rôle crucial, par le biais des *referees*, étape obligatoire de validation avant publication dans une revue de type universitaire. C'est davantage par ce biais que par celui du recrutement que la « couleur idéologique » de l'enseignement économique se normalise et que disparaissent ou se marginalisent les pensées hétérodoxes. Ces dernières, il faut bien le reconnaître, portent aussi leur part de responsabilité dans le déclin qui affecte

leur « part de marché » dans l'enseignement économique. Car, après tout, des courants néoclassiques radicaux – libéraux ou ultralibéraux – ne manquent pas dans la pensée néoclassique, courants qui refusent généralement la nouvelle synthèse microéconomique évoquée plus haut. Ainsi, les « nouveaux classiques » (Robert Barro, Thomas Sargent, Robert Lucas, Kydland et Prescott), les monétaristes (Milton Friedman), l'école du *Public Choice* (James Buchanan), tout en adhérant peu ou prou au paradigme néoclassique standard, réfutent et l'ancienne et la nouvelle synthèse, sans pour autant être marginalisés, loin s'en faut. Il en est de même des *libertariens* (Pascal Salin, Philippe Simonnot, Murray Rothbard) dont l'influence est particulièrement forte dans certaines universités. Même s'il s'agit de pensées quelque peu hétérodoxes au regard de la pensée dominante, tous ces courants ont pu accroître leur influence intellectuelle de façon sensible au cours des vingt dernières années. Or ce n'est pas le cas pour les pensées hétérodoxes qui critiquent les capacités autorégulatrices du marché.

**LA QUASI-DISPARITION DU MARXISME DE LA SCÈNE INTELLECTUELLE**, après sa disparition politique lors de l'effondrement du mur de Berlin, a joué sans doute un rôle important dans la perte d'influence des courants hétérodoxes. Car, même si c'était parfois avec beaucoup de précautions, presque tous, à des degrés divers, puisaient en partie dans ce fonds commun. C'était le cas notamment pour les régulationnistes (Robert Boyer, Michel Aglietta, Jacques Mazier, Jacques Mistral, Bernard Billaudot, sans oublier les « régulationnistes de Grenoble », sous l'influence de Gérard de Bernis), qui mettaient tous en avant le rôle majeur du « rapport salarial » et des institutions dans la capacité macroéconomique du système à engendrer une croissance régulière. Or il fut un temps où ce courant, sans être majoritaire dans la pensée économique universitaire, influençait grandement l'appareil d'État, grâce aux positions fortes qu'il occupait à la direction de la Prévision, à l'Insee, au Cepremap et même au Commissariat général du Plan. Le courant de l'école des conventions, apparu plus tardivement (avec Olivier Favereau, André Orléan, Bernard Gazier notamment), même s'il peut difficilement être taxé de s'être abreuvé aux problématiques marxistes, puisqu'il s'appuie sur un individualisme méthodologique revendiqué haut et fort, a néanmoins été influencé par cette mouvance, ce qui l'a amené à souligner le rôle essentiel des institutions et des règles dans le fonctionnement concret de tout système économique, et à récuser le caractère autorégulateur du marché. Enfin, chez les « postkeynésiens » – ce terme étant entendu au sens large, et incluant aussi bien ceux qui retiennent de Keynes son approche des anticipa-

tions que ceux qui se réfèrent surtout à sa critique de l'épargne –, la plupart ont entretenu avec la pensée marxiste des relations assez étroites, à l'image d'ailleurs de deux de leurs pères fondateurs, Nicholas Kaldor et, surtout, Michael Kalecki.

Reste que l'ébranlement du marxisme ne suffit pas à expliquer le désamour de quantité d'universitaires à l'égard de ces courants dans lesquels ils se reconnaissent volontiers il y a une vingtaine d'années. On n'en finirait pas d'égrener les noms de ceux qui ont ainsi abandonné leurs premières amours pour adopter des positions plus conformistes et mettre une sourdine aux critiques parfois virulentes que, dans leurs cours ou leurs publications, ils adressaient aux courants dominants. Signe des temps : c'est dans le monde associatif des opposants au libéralisme – Attac, la Fondation Copernic – que les contestataires radicaux qui demeurent trouvent l'essentiel de leurs soutiens et de leurs lecteurs, pas dans le monde universitaire<sup>15</sup>. Tout se passe comme si l'*alma mater* devenait de plus en plus orthodoxe, contraignant les universitaires hétérodoxes à se tourner vers les militants plus que vers leurs étudiants.

L'explication, me semble-t-il, tient au rapport au marché. Le monde universitaire dans sa quasi-totalité a basculé : la victoire du marché n'est pas seulement dans les faits, mais aussi dans les têtes. La critique, lorsqu'elle subsiste, ne porte plus sur les alternatives au marché, mais sur sa capacité à s'autoréguler. Or, sur ce terrain, la nouvelle synthèse en train de s'élaborer n'a pas une démarche très différente. Dès lors, les frontières de l'orthodoxie deviennent poreuses, et nombre d'hétérodoxes ont mis de l'eau dans leur vin. Il est significatif que, comme dans le vaudeville de Labiche, *Embrassons-nous Folleville*, la plupart des universitaires tendent à se réconcilier pour taper à bras raccourcis sur les *libertariens*, qui affirment – contre toute évidence – que le marché est parfaitement autorégulateur et que tous les problèmes viennent de l'État. Et ils ont incontestablement raison de dénoncer cette forme d'escroquerie intellectuelle qui renoue avec le Divin Horloger du temps des Lumières. Mais, du coup, les universitaires non *libertariens* sont amenés à reconnaître que ce qui les rassemble peut être parfois plus fort que ce qui les divise, alors que, lors du temps du marxisme triomphant, la lutte des classes intellectuelle était bien plus tranchée.

Dernier facteur, enfin : la crise du keynésianisme. Car si la synthèse entre ce dernier et l'approche néoclassique a profondément imprégné le monde universitaire, faisant que « tout le monde a été keynésien », selon le mot de Friedman (qui ajoutait méchamment « mais aujourd'hui, personne ne l'est plus »), cela fait désormais partie du passé. Certes, les néokeynésiens main-

## ET DANS LE SECONDAIRE ?

**L'**enseignement économique et social – car il existe, depuis plus longtemps, un enseignement économique dans certaines sections (G, devenues ST) préparant à un bac – a été introduit dans le second cycle de l'enseignement secondaire en 1966, sous la forme d'une « initiation aux faits économiques et sociaux » constituant la colonne vertébrale de la section B du bac d'enseignement général, transformée en section ES (économie et social) en 1993.

L'enseignement dispensé dans le secondaire évite dans ses objectifs, son contenu et sa pratique pédagogique la plupart des reproches encourus par l'enseignement universitaire de l'économie. On peut sans doute lui reprocher aussi bien des choses, et notamment des objectifs démesurés au regard du niveau des élèves, du nombre d'heures d'enseignement et, parfois, du niveau des enseignants : vouloir embrasser un champ disciplinaire aussi vaste (économie, sociologie, démographie, science politique), prétendre maîtriser un savoir aussi complexe et aussi disputé et le traduire en propositions et analyses compréhensibles par des élèves dont ce sont les premiers pas sur ce terrain, voilà une gageure qui est rarement tenue. Edmond Malinvaud, appelé à effectuer en 1989 un diagnostic sur la validité de cet enseignement, alors contesté, avait été amené à estimer que, s'il paraissait acceptable d'éveiller les jeunes « à l'intelligence des sociétés d'aujourd'hui », il n'était pas raisonnable de prétendre, ce faisant, viser une « finalité scientifique ». Aussi avançait-il qu'il fallait se contenter d'une approche « dépassant parfois peu la pure description historique, mais soucieuse d'embrasser tous les aspects par lesquels l'économie affecte la vie des hommes et des sociétés<sup>16</sup> ». Cela revenait un peu à suggérer aux enseignants du secondaire qu'il ne fallait pas confondre les torchons et les serviettes, mais au moins reconnaissait-il que cette approche mêlant disciplines différentes était susceptible d'aider à mieux comprendre la société, à condition d'en rester à la description.

Car, il faut bien le reconnaître, en privilégiant l'approche par des documents (articles de journaux principalement, mais aussi extraits choisis de grands auteurs pour l'option dite « de spécialité ») plutôt que par la formalisation ou l'encyclopédisme, en pratiquant une pédagogie de l'approche critique<sup>17</sup> (est-ce que ces documents s'opposent ou convergent, que signifient-ils au juste ?) plutôt qu'un exposé de l'état de la science, en s'efforçant de susciter les réactions des

élèves plutôt qu'en soignant la forme académique, les enseignants de sciences économiques et sociales exercent sur leurs élèves une influence voisine de celle dévolue depuis toujours aux enseignants de philosophie : ouvrir l'esprit à des réalités nouvelles, découvrir le monde tel qu'il est, avec ses injustices et sa complexité, et donner envie de le changer. Les enseignants de SES jouent ainsi un rôle clé dans l'éveil des jeunes intelligences, donnant souvent à certains un désir d'approfondissement qui est à la source de bien des choix d'orientation d'études supérieures. Car, en analysant à la fois l'économique et le social, ces enseignants sont sans cesse amenés à poser la question du sens de l'action humaine.

Au surplus – mais cela peut leur être à charge –, la grande majorité des enseignants de SES ont choisi cette voie « parce qu'ils y voyaient une orientation critique à l'égard de l'analyse économique orthodoxe qui domine aujourd'hui dans la pensée économique<sup>18</sup> ». Ils se sentent hétérodoxes, non seulement parce qu'ils associent l'économique et le social au moment même où, dans l'enseignement supérieur, cette association sent le soufre, mais aussi parce que leur approche, à dominante keynésienne implicite, paraît une forme de résistance à la pénétration croissante de l'enseignement supérieur par la vulgate libérale, qui analyse l'économie comme un ensemble de « modèles de relations optimales entre des individus attachés strictement à la poursuite de leur intérêt personnel<sup>19</sup> ». Bref, alors que l'université semble se normaliser et rentrer dans le moule néoclassique, une grande partie des enseignants du secondaire font de la résistance. Pour les enseignants du supérieur, il est facile, au nom de la hiérarchie des connaissances – et des diplômes –, d'écraser de leur mépris ces profs demeurés et un peu ringards du secondaire qui ont loupé le métro de la mise à jour de leurs savoirs, et, bien souvent, ils ne s'en privent pas : cela permet de transformer un débat sur les objectifs, les modalités et les orientations de la formation économique en un débat entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas, ou pas autant<sup>20</sup>. Quiconque a fait un peu de travail sur la pensée économique sait néanmoins à quel point les certitudes d'aujourd'hui peuvent devenir les erreurs ou les incertitudes de demain, et donc la modestie dont il convient de faire preuve dans ce que l'on est capable d'avancer de façon « scientifique » dans le domaine économique...



tiennent un lien avec le maître de Cambridge, mais il est ténu, voire théorique. L'échec des politiques économiques keynésiennes dans les années 70-80 à relancer la croissance sans provoquer des glissements inflationnistes difficilement maîtrisables a joué un rôle essentiel dans cette perte d'influence. Mais le désintérêt pour la macroéconomie s'est révélé sans doute encore plus décisif. Par exemple, la question du chômage n'est plus reliée à l'évolution macroéconomique – le rythme de croissance, l'insuffisance de demande globale, les mouvements de capitaux en économie ouverte –, mais au fonctionnement du marché du travail (l'insuffisance de flexibilité notamment) ou aux freins qui s'opposent à l'offre. De façon révélatrice, une universitaire comme Béatrice Majnoni d'Intignano parle de « la loi de Say de l'emploi » pour désigner le fait que c'est l'offre de travail qui crée sa propre demande. Il n'y a plus de problèmes macroéconomiques, il n'y a plus que des obstacles microéconomiques au bon fonctionnement du marché du travail.

Influence des idées libérales, sans doute. Mais il ne faudrait pas sous-estimer d'autres raisons. La montée de la micro-informatique permet désormais de bâtir des micromodèles qui fonctionnent d'autant mieux que le nombre de variables à prendre en compte est plus réduit. Or la macroéconomie suppose un nombre quasi infini de variables et de rétroactions si l'on veut rendre compte du monde réel, surtout en économie ouverte, alors que la microéconomie peut se satisfaire de raisonnements du type « toutes choses égales par ailleurs » (même si chacun sait pertinemment que « toutes choses » ne sont *jamais* « égales par ailleurs »). En d'autres termes, en restreignant le champ d'observation et d'analyse, il devient possible de sortir des grands débats théoriques pour se coller à ce que l'on croit être la « vraie réalité » : on peut mesurer la flexibilité du marché du travail, par exemple, donc établir des corrélations avec le plus ou moins fort taux de chômage. Et la boîte à outils de l'économiste s'est suffisamment enrichie d'explications multiples pour que l'on puisse, sans grands efforts théoriques, sortir de son sac celle qui permettra d'« expliquer » pourquoi les choses « se passent ainsi et non autrement ». Aux grands systèmes explicatifs du monde – de type Marx ou Keynes –, se sont substituées des micro-explications qui, en apparence, n'ont pas besoin de faire appel à une métathéorie, puisque l'on part des faits observés et que l'on se borne à les évaluer. La microéconomie permet en quelque sorte à la fois de pacifier le champ économique, puisqu'il n'est plus besoin de se réclamer d'une école ou d'une théorie explicative du monde, et de récuser toute posture idéologique au profit d'une posture scientifique, celle qui consiste à observer et à analyser. Pour juger s'il est

préférable de faire reposer les cotisations sociales sur la valeur ajoutée ou sur le salaire, s'il faut fixer le RMI à tel ou tel niveau, s'il faut rendre les allocations chômage dégressives ou pas, si la prime pour l'emploi est efficace ou non, à quoi bon s'habiller d'oripeaux keynésiens ou régulationnistes? On est dans le monde du calcul et de l'évaluation, pas dans celui de la théorie. La microéconomie permet de faire l'économie de l'idéologie, et il ne faut pas chercher plus loin à la fois son essor et, du même coup, celui de l'orthodoxie avec laquelle elle va de pair. Résultat : l'enseignement de l'économie s'est en quelque sorte « dépolitisé », en ce double sens qu'il passe sous la table les débats de société et qu'il ne retient des théories économiques qu'une sorte de melting-pot susceptible de tous les accommodements, tandis qu'une majorité d'enseignants joue davantage le rôle de laudateurs des vertus du marché que des analystes des dysfonctionnements du système économique. ●

1. « Les SES : un aboutissement et une rupture dans l'essor de l'enseignement de l'économie et des sciences sociales en France », *Revue française de pédagogie*, n° 112, juillet-août-septembre 1995. Voir aussi E. Châtelles, « Réflexions autour de l'histoire d'une discipline », *Dossiers pour l'enseignement économique et social* (revue des SES éditée par le CNDP) n° 99, mars 1995.

2. Aujourd'hui unités de formation et de recherche, UFR.

3. Rappelons que c'est en 1969 que la Banque de Suède a décidé de créer (et de doter) un « Prix de sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel », avec l'accord de la Fondation Nobel.

4. Ce sont d'ailleurs ces historiens – Fernand Braudel et Georges Duby notamment – qui ont suscité la transformation de l'ancienne VI<sup>e</sup> section de l'École pratique des hautes études en École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

5. Cité par Pascal Le Merrer, *art. cit.*, p. 22. Cette appréciation figure dans *Le Néomarginalisme*, publié en 1941.

6. Cf. la fameuse affirmation de William S. Jevons : « L'économie, si elle veut être une véritable science, doit être une science mathématique », in *La Théorie de l'économie politique*, Albin Michel, 1965, p. 3.

7. Éditions Aubier, 1993, p. 46. Cette *Autobiographie* (parue initialement en 1867) a été écrite notamment pour vanter les mérites de l'éducation que l'auteur avait reçue de son père.

8. *La Firme, le marché et le droit*, Diderot éditeur, 1997, p. 221 (ce livre a été réédité en 2005 par les Éditions d'Organisation).

9. « L'ancienne et la nouvelle économique », *Esprit*, oct. 1956, p. 515.

10. Dans *L'Économie en perspective, une histoire critique*, Seuil, 1989, p. 321.

11. « La science économique entre deux siècles », *La Recherche*, décembre 2000.

12. « Plaidoyer prudent en faveur du socialisme », *Économie et Humanisme*, n° 247 (mai-juin 1979), p. 44.

13. Bien que cela soit critiquable, on a pris le parti ici de ranger avec les néoclassiques l'approche « autrichienne » (ou « hayekienne »). En effet, bien qu'elle conteste l'hypothèse de rationalité des agents (et donc se refuse à une représentation formalisée de leurs comportements), cette approche voit dans le marché l'instrument de coordination par excellence et la source unique d'information pouvant guider efficacement les agents dans leurs décisions. Le marché agit un peu à la façon d'un mécanisme darwinien, en récompensant les décisions efficaces et en éliminant les autres. Ce courant, aujourd'hui encore très minoritaire, est cependant en progression dans le monde universitaire où il est souvent qualifié d'ultralibéral, alors que nombre de néoclassiques ne sont pas forcément hostiles à certaines interventions de l'État, notamment dans le domaine social.



14. Voir notamment François Legendre et Yannick L'Horty, « Agrégation d'économie 2004 : une affaire politique », *L'Économie politique* n° 23, juillet 2004.

15. Sans doute faudrait-il nuancer ce propos : Jacques Sapir, par exemple, ou Frédéric Lordon, continuent de produire des travaux contestataires tournés davantage vers le monde intellectuel que vers le monde militant.

16. Cité dans Elisabeth Châtel (dir.), *Marché et prix, savoirs enseignés et façons d'enseigner en sciences économiques et sociales*, INRP, 1995, p. 11. Un rapide résumé de cette étude passionnante figure dans le n° 308 des *Cahiers pédagogiques*, novembre 1992, consacré à « Enseigner l'économie ».

17. C'est ce qu'expliquent très bien, et de façon détaillée, Béatrice Mabilon-Bonfils et Laurent Saadoun dans *Didactique des sciences économiques et sociales*, Nathan, 1997.

18. *Marché et Prix, savoirs enseignés et façons d'enseigner en sciences économiques et sociales*, *op. cit.*, p. 114.

19. L'expression est d'Olivier Favereau, *art. cit.*, p. 65.

20. E. Châtelles, dans un article de la revue des enseignants de SES, *Documents pour l'enseignement économique et social* (n° 99, mars 1995, p. 19), utilise à ce propos le terme « incompréhension ». Cela vaut peut-être dans un sens, mais dans l'autre, « mépris » ou « ignorance » seraient plus adéquats.

